

<https://divergences.be/spip.php?article4532>



Au milieu du chagrin, du chaos,

- Aujourd'hui - 2026 - Avril 2026 - USA -

Date de mise en ligne : vendredi 27 mars 2026

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Origine [PRISM](#)

De multiples crimes ont été commis par les forces d'expulsion de Trump, les militants du Minnesota prennent position !

On estime que 50 000 personnes ont participé à la grève générale, coorganisée par une large coalition de syndicats et de leaders religieux

Une brume régnait au-dessus de Minneapolis, le souffle collectif d'environ 50 000 personnes rassemblées au centre-ville à Commons Park le 23 janvier pour une fermeture à l'échelle de la ville. La principale revendication derrière cette action était que les forces fédérales d'immigration quittent la ville, où l'administration Trump a canalisé des milliers d'agents masqués qui ont semé le chaos dans les communautés locales, y compris la fusillade meurtrière de Renee Good par l'Immigration and Customs Enforcement (ICE) le 7 janvier sur Renee Good, résidente de Minneapolis.

Malgré une baisse de 20 degrés sous zéro, de grandes foules se sont rassemblées vendredi en scandant « ICE hors du Minnesota », un État devenu un point chaud dans la campagne de terreur d'État de l'administration Trump. Dimanche matin, l'atmosphère était lourde de chagrin après que des agents de la patrouille frontalière eurent tué Alex Pretti, un infirmier local en soins intensifs de l'*Association des anciens combattants* et membre du syndicat de l'*American Federation of Government Employees (AFGE)*. Selon une déclaration publiée en ligne par l'AFGE, il est possible que les agents impliqués dans le meurtre de Pretti soient membres du même syndicat.

Après que les agents fédéraux responsables de la mort de Pretti ont pris la fuite sur les lieux, le gouverneur du Minnesota, Tim Walz, a activé la Garde nationale de l'État, et les forces de l'ordre locales ont utilisé des gaz lacrymogènes contre les manifestants. Au cours du week-end, des manifestations ont éclaté à l'échelle nationale en solidarité avec Minneapolis.

« Tout cela vise très spécifiquement une communauté qui essaie de se protéger », a déclaré un médecin de rue qui a demandé l'anonymat pour des raisons de sécurité, faisant référence au siège de Minneapolis par l'administration Trump. Le médecin était présent près des lieux du meurtre de Pretti. « Ils nous ont tous vus arriver ... et maintenant, ils en ont tué un autre », disaient-ils.

Les ouvriers répondent à l'appel

L'appel à la fermeture de vendredi, connu sous le nom de « *Jour de la vérité et de la liberté* », a été initialement lancé le 13 janvier par une coalition de syndicats et de leaders religieux, qui ont pris des mesures audacieuses pour dénoncer la force d'expulsion de l'administration Trump. Après l'assassinat de Good, l'activiste et pasteure ordonnée Nekima Levy Armstrong a été arrêtée avec deux autres personnes pour avoir organisé une manifestation à l'intérieur de la Convention baptiste Minnesota-Wisconsin, où l'un des pasteurs de l'église, David Easterwood, dirige le bureau local de l'ICE, a rapporté *CBS News*.

Quelques jours après l'annonce de la fermeture, plus de 700 entreprises locales et gérées par des immigrés ont promis de fermer pour la journée, notamment des entreprises détenues par des Somaliennes dans le Karmel Mall de Minneapolis et des entreprises Hmong dans la capitale de l'État, St. Paul. Un groupe interreligieux de leaders religieux a également appelé leurs congrégations à participer ; le matin de la fermeture, plus de 100 responsables

religieux ont été arrêtés à l'aéroport international Minneapolis–Saint Paul, où ont lieu des vols d'expulsion.

Des étudiants, des professeurs et des employés de l'Université du Minnesota ont également participé à la fermeture, réussissant à faire fermer officiellement le campus pour la journée. La journée d'action a également été soutenue par le conseil municipal de Minneapolis.

Ces actions généralisées, menées par les citoyens ordinaires à travers la région, font partie d'un mouvement organique plus large qui a émergé en réponse à la violence que les forces de déportation ont infligée au Minnesota.

Après que l'agent de l'ICE Jonathan Ross ait tué Good, la traitant de « putain de garce » après lui avoir tiré une balle dans le visage, d'autres agents d'immigration ont débarqué dans la ville. Au plus fort de l'« Opération Midway Blitz » à Chicago, où l'ICE a tué l'immigrant mexicain et père Silverio Villegas González le 12 septembre, il y avait environ 500 agents fédéraux d'immigration dans la région. Minneapolis compte actuellement 3 000 agents sur une superficie d'environ un quart de la taille de Chicago.

Dans les jours précédant la fermeture de Minneapolis, des agents d'immigration ont traîné un citoyen hmong naturalisé hors de chez lui, vêtu de sa robe de chambre et de ses sous-vêtements. Ils ont lancé des gaz lacrymogènes à une famille qui se trouvait dans leur voiture, envoyant un jeune enfant à l'hôpital. Quelques jours plus tard, des agents fédéraux ont arrêté un garçon de 5 ans, l'utilisant comme appât pour attirer son père.

Fatigués de voir leurs voisins terrorisés par des agents d'immigration masqués, des milliers d'habitants de Minneapolis se sont mobilisés pour ce que beaucoup ont qualifié de « grève générale ». Les appels à des actions similaires se sont multipliés sur les réseaux sociaux depuis l'arrivée de Trump au pouvoir pour son second mandat, bien que souvent sans le soutien des grands syndicats ou des travailleurs sur le terrain.

L'historien du travail Peter Rachleff a déclaré à MPR News que les grèves générales abordent « un ensemble commun de préoccupations qui affectent les travailleurs de différents secteurs, les travailleurs de différents types d'employeurs, les travailleurs qui ne sont peut-être même pas syndiqués », et qu'elles représentent « une intersection inhabituelle et intéressante entre membres de la communauté et membres syndicaux agissant ensemble d'une seule voix. » Une grève générale nationale n'a pas eu lieu aux États-Unis depuis des décennies, mais ces actions sont des événements réguliers dans d'autres régions du monde.

Beaucoup de syndicats qui ont appelé à la fermeture à Minneapolis ont évité de qualifier le jour de l'action de « grève », invoquant des clauses de leurs contrats interdisant les arrêts de travail avant l'expiration de leurs conventions collectives. Lors d'une conférence de presse annonçant d'abord la fermeture, le pasteur et organisateur confessionnel JaNaé Bates Imari de l'église méthodiste unie Camphor Memorial à St. Paul, a déclaré que malgré les nuances, « c'est ce que cela va ressembler à une grève ».

Les efforts coordonnés des groupes syndicaux, religieux, étudiants et économiques basés à Minneapolis sont sans précédent, même après le déploiement par l'administration Trump de forces de déportation dans des villes dirigées par les démocrates. À Los Angeles, Chicago et Charlotte, en Caroline du Nord, des équipes de surveillance et d'intervention rapide de l'ICE se sont formées dans les quartiers. Mais à Minneapolis, les syndicats ont joué un rôle disproportionné.

À l'approche de la fermeture, les syndicats de toute la ville se sont organisés contre l'ICE alors que leurs membres devenaient des cibles de descentes sur l'immigration. Les membres du syndicat local 26 du Service Employees International Union (SEIU), un syndicat d'environ 8 000 agents d'entretien, agents de sécurité et employés d'aéroport dans l'État, ont déclaré que 20 de leurs membres avaient été enlevés par l'ICE. Unite Here Local 17, un syndicat

comptant plus de 6 000 membres travaillant dans les secteurs hôtelier, de restauration, aéroport et de complexes sportifs, a rapporté que 16 de leurs membres avaient été détenus. Ces dernières semaines, la section locale 17 a également lancé un programme d'entraide mutuelle, livrant des courses et des repas aux travailleurs craignant de quitter leur domicile et d'être détenus.

Les membres du syndicat des enseignants ont formé des patrouilles dans les bâtiments scolaires et se sont battus pour la protection de l'immigration dans le cadre d'une convention collective ratifiée en novembre. Les facteurs de la National Association of Lettercarriers ont organisé un rassemblement le 18 janvier, exigeant que l'ICE cesse d'utiliser les biens postaux pour ses opérations. Les professionnels de santé ont organisé des rassemblements, des conférences de presse et pris la parole lors des réunions du conseil d'administration pour exiger que le Hennepin County Medical Center de Minneapolis fasse davantage pour protéger les patients contre l'ICE. Des membres du centre ouvrier Centro De Trabajadores Unidos En La Lucha ont organisé un sit-in dans les bureaux de D.R. Horton, l'un des plus grands constructeurs de maisons du Minnesota, pour inciter l'entreprise à faire davantage pour protéger les travailleurs migrants dont elle dépend.

Ces actions s'appuient sur une organisation commencée après le meurtre de George Floyd par la police et sur des décennies de travail entre syndicats locaux et coalitions communautaires à travers la ville, où des groupes collaborent sur des efforts d'organisation multifacette qui vont au-delà des luttes syndicales.

Les syndicats de toute la région ont passé des années à aligner les dates d'expiration de leurs contrats pour qu'ils prennent fin à peu près à la même période, permettant ainsi des revendications de négociation communes entre secteurs. En 2024, cet alignement a permis à la coalition de coordonner des actions puissantes sur le lieu de travail et dans les quartiers selon leurs intérêts communs, selon un article d'*In These Times*.

Selon Dan Troccoli, enseignant de collège et membre de la Fédération des éducateurs de Minneapolis et des Socialistes démocratiques d'Amérique, ce travail d'organisation précédent a « ouvert la voie » à la fermeture à l'échelle de la ville vendredi.

La tactique d'organisation à Minneapolis, dans laquelle les syndicats ont aligné l'expiration de leurs contrats, est une tactique que les travailleurs du pays commencent à utiliser, créant un potentiel futur pour une grève générale nationale.

« Abolir ICE »

Depuis juin, lorsque les forces de déportation ont débarqué sur Los Angeles, déclenchant une vague nationale de violences étatiques de la part des agents fédéraux de l'immigration, des syndicats et des employeurs dans les fermes, usines, restaurants et autres sites d'emploi à travers les États-Unis, ont pris des mesures pour protéger les employés immigrés contre les descentes. Ce sont aussi les immigrés eux-mêmes qui mènent souvent ces efforts.

Feben Ghilagaber, immigré d'Érythrée et délégué syndical de Unite Here Local 17 qui travaille à l'aéroport de Minneapolis depuis plus de 20 ans, a passé les dernières semaines à déposer des courses aux familles.

« Chaque fois qu'ils ouvrent la porte, et que je vois leur visage, ça me fait mal », dit-elle à Prism.

Ghilagaber est devenue citoyenne naturalisée en 2008, bien qu'elle ait dit qu'elle avait aussi peur d'aller travailler chaque jour, compte tenu de l'utilisation par l'administration Trump du profilage racial qui a conduit des agents à détenir des centaines de citoyens américains à travers le pays. Elle a dit que beaucoup de ses collègues ont cessé de venir travailler parce que des agents fédéraux de l'immigration patrouillent à l'aéroport.

« Je ne suis pas à l'aise de marcher sans mon passeport nulle part dans l'aéroport », expliqua Ghilabeber.

Pourtant, Ghilagaber a rejoint les plus de 50 000 habitants du Minnesota lors des températures glaciales lors de la fermeture à l'échelle de la ville le 23 janvier. « Les gens du Minnesota sont formidables. ... Cela me motive à être sur le terrain », a-t-elle déclaré.

Ce jour-là, Pretti défilait également dans les rues de Minneapolis, a déclaré son voisin à CNN : « C'était un ouvrier comme moi. Il faisait partie intégrante de ma communauté, aux côtés des immigrés et de nombreuses autres personnes qui représentent notre quartier. »

Après l'assassinat public de Pretti par la Patrouille frontalière, le président national de l'AFGE, Everett Kelley, a déclaré dans un communiqué que le syndicat était « le cœur brisé ».

« La responsabilité viendra, et l'AFGE ne gardera pas le silence sur les politiques et décisions qui nous ont menés ici », indique le communiqué.

Après la mort de Pretti, les habitants se sont rassemblés près du lieu de sa fusillade, scandant « Abolissez l'ICE », avant que les agents fédéraux ne fuient la scène chaotique. Leur chagrin était palpable, un contraste frappant avec l'optimisme et l'autonomisation que les habitants du Minnesota ont manifestés lors de la fermeture à l'échelle de la ville la veille d'un jour seulement.

Autrefois considérée comme une position radicale, après la mort de Good, le soutien à l'abolition de l'ICE, une agence qui n'existe que depuis 2003, grandit. Un sondage mené plus tôt ce mois-ci par YouGov et The Economist a révélé que, pour la première fois, plus d'Américains soutiennent que de s'opposent à l'abolition de l'agence fédérale de l'immigration. En effet, un peu plus d'un an après le début du second mandat de Trump, des Américains de tout le spectre politique expriment leurs inquiétudes face aux tactiques de plus en plus violentes de l'ICE. Même les républicains du Sénat sont divisés, ce qui pourrait entraîner une nouvelle fermeture du gouvernement à la fin du mois, lorsque les législateurs devraient voter sur un financement supplémentaire pour l'agence.

De retour au Minnesota, les habitants sont sous le choc des récentes fusillades.

« Je ne me sens pas bien en ce moment pour l'état du pays », a déclaré Ahmed Warsame, un résident du Minnesota depuis toujours qui s'est attardé près de la scène de la fusillade mortelle de Pretti avec d'autres manifestants le lendemain matin.

Troccoli, l'enseignante locale et membre du syndicat, a déclaré à Prism que la réponse rapide des sections locales aux fusillades et aux raids migratoires plus larges est « très importante », mais que ces efforts ne peuvent pas être « la fin de la vie » à la manière dont la ville lutte contre les expulsions massives et la violence d'État de l'administration Trump.

« La communauté doit avoir des discussions plus longues et planifier la suite », a-t-il déclaré. « Et c'est là que cette fermeture du travail est vraiment importante. Cela soulève la question : peut-on le refaire, à quelle fréquence, et pendant combien de temps ? »